

Müller-Wille, Ludger (Ed.) (1983) *Conflict in Development in Nouveau-Québec*. McGill Subarctic Research Paper no37, Centre for Northern Studies and Research, McGill University, Montréal, 222 p.

Jules Dufour

Volume 28, numéro 75, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021684ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021684ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dufour, J. (1984). Compte rendu de [Müller-Wille, Ludger (Ed.) (1983) *Conflict in Development in Nouveau-Québec*. McGill Subarctic Research Paper no37, Centre for Northern Studies and Research, McGill University, Montréal, 222 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 28(75), 524–526. <https://doi.org/10.7202/021684ar>

considérer la paysannerie haïtienne productrice de café comme l'une des plus écrasées du monde. Cela résulte comme le dit si bien l'auteur de ce que « le commerce du café en Haïti offre un exemple remarquable d'articulation entre la sphère moderne du capital et la sphère archaïque des rapports de production semi-féodaux, entre la ville et la campagne » (p. 210).

Malgré ce carcan, des stratégies paysannes de résistance existent, Girault le montre bien. Même si elles ne sont pour le moment que d'humbles héritières d'un passé où les révoltes paysannes, particulièrement pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ont durement secoué la république bourgeoise, on voit mal comment le régime de Jean-Claude Duvalier pourrait pousser encore plus loin l'exploitation de la paysannerie haïtienne, sans que celle-ci ne craque.

Quoi qu'il en soit, pour bien comprendre l'oppression dont les petits producteurs de café sont l'objet, une oppression qui s'appuie sur le paternalisme et la démagogie, il importe de lire l'œuvre remarquable de Girault. Il ne dit pas tout, il n'a pas tout vu, il n'a certes pas tout compris, mais ce qu'il nous livre là, c'est un exemple exceptionnel de la validité à la fois scientifique et politique d'une recherche rigoureuse et habile.

Rodolphe DE KONINCK  
*Département de géographie  
Université Laval*

MÜLLER-WILLE, Ludger, Editor (1983) *Conflict in Development in Nouveau-Québec*. McGill Subarctic Research Paper n° 37, Centre for Northern Studies and Research, McGill University, Montréal, 222 p.

Depuis la signature de la Convention de la Baie James et du Nord Québécois (CRJNQ), le nord du Québec a fait l'objet d'un très grand nombre d'études et d'analyses de la part des experts du développement nordique. La plupart d'entre elles ont été menées à l'intérieur des grandes opérations de mise en valeur des bassins de drainage pour des fins hydroélectriques. De plus, des efforts de synthèse ont abouti à la confection de trois documents majeurs : la Société d'énergie de la Baie James présentait en 1978 une monographie complète du territoire de la Baie James ; la Société de développement de la Baie James publiait en 1980 un document concernant les orientations de développement et d'aménagement de ce même territoire ; l'Office de planification et de développement du Québec a préparé à partir de 1979 un document-synthèse sur le nord du Québec paru en 1983.

Le présent ouvrage s'avère un recueil d'articles sur les enjeux du développement dans le nord du Québec. Les auteurs, encore des allochtones, veulent faire le point sur quelques questions qui ont l'habitude de préoccuper les sudistes et les entreprises industrielles gérées par le grand capital et notamment la recherche scientifique du potentiel faunique et les ressources minérales.

Le recueil se compose de sept articles. Les deux premiers sont consacrés à l'analyse des perspectives économiques qui se présentent maintenant dans le Nord du Québec. D'abord, Carole Dufour traite de l'exploration minière effectuée dans la région de Kativik. Elle souligne le fait que les aires d'exploration minière ont été soustraites des terres de catégorie I et II dans la CBJNQ, mais elle ne remet pas en question la Convention sur ce plan. Elle est d'avis au contraire que les autochtones devraient participer à la prospection en tant qu'investisseurs et travailleurs. « La prospection doit être encouragée chez les autochtones » (p. 44). Elle ajoute : « Les sociétés peuvent montrer leur bonne foi en tentant de comprendre la profonde différence qui existe entre la mise en valeur dans le sud et la mise en valeur dans le nord, où pendant des siècles, les autochtones ont été maîtres du territoire » (p. 45). Ici c'est une attitude de bienveillance envers les Inuit qu'elle recherche de la part des grandes entreprises. Elle ne devrait pas oublier cependant que celles-ci et les sociétés étatiques sont les conquérants de l'ère moderne des espaces inuit et

ne font que rechercher des positions favorables à l'extraction ou à la « spoliation » des ressources stratégiques du territoire. Elles ne seront jamais des agents protecteurs de la nation inuit.

L'essai suivant de Benoît Robitaille est un examen sommaire des changements qui se sont produits au nord du 55<sup>e</sup> parallèle dans le domaine des ressources naturelles et dans le réseau des transports. Ici, il aurait été intéressant de localiser sur une carte les projets hydroélectriques GB (Grande Baleine) et KCM (Kosoak, Caniapiscou, Mélézes) et les liens qu'ils auront avec le réseau situé plus au sud. L'auteur expose à la fin de son article quelques faits qui témoignent des difficultés énormes rencontrées par les Inuit dans l'application de la CBJNQ ; il suggère ici quelques scénarios alternatifs pour donner aux Inuit du Québec un statut s'apparentant entre autres « à l'autonomie interne du Groënland » (p. 65).

Clifford D. Hastings aborde la question de l'expansionnisme de l'État canadien dans le Nord du Québec entre 1870 et 1912 et analyse les facteurs qui ont amené la création du Nouveau-Québec et notamment les suivants : contrebalancer l'émigration canadienne française vers la Nouvelle-Angleterre, augmenter les investissements de capitaux dans la province, et accroître en conséquence le nombre des emplois et les revenus. Bref, il s'agit d'une contribution valable à la connaissance de cette période. M. H. Orzechowska traite de la dimension pratique de la recherche qui est menée dans le Nord dans le domaine de la faune et de la flore. Pour l'auteur, tout projet de recherche appliquée dans ce domaine devrait trouver une solution aux problèmes qui se posent pour une communauté humaine ou animale, pour le milieu physique ou pour toute autre composante de l'écosystème. Elle note ensuite que les connaissances que nous avons à propos du nombre, de la distribution spatiale, du comportement et de l'utilisation potentielle des ressources fauniques dans le Nord sont très faibles, car les recherches qui ont été effectuées jusqu'à maintenant furent surtout des études de sciences pures, des études de gestion, et de conservation et des profils socio-économiques. Pour corriger cette situation, l'auteur formule une orientation nouvelle pour la recherche en cette matière : l'inventaire détaillé des niveaux de population ou l'étude biologique d'une espèce permettrait de prédire les niveaux qui pourraient être soutenus et concevoir ainsi le mode de gestion nécessaire ou d'empêcher l'imposition de règlements de récoltes inappropriés. Elle conclut : la recherche doit être orientée de façon à répondre aux préoccupations des populations nordiques et pour ce faire des centres de recherche doivent être établis dans le Nord, des programmes de recherche de longue durée ainsi que des cours de formation en biologie pour les autochtones.

Les trois derniers articles traitent de la culture inuit inscrite dans les noms de lieux. Martyne Michaud donne un aperçu des opérations que la Commission de toponymie du Québec a menées dans le nord du Québec afin de remettre aux autochtones la toponymie de leur territoire. L'auteure rappelle les principes qui animent la Commission et notamment les suivants : « Les plus anciens noms de lieux du territoire sont les appellations autochtones qui avaient cours avant la pénétration des Blancs ; les noms de lieux inuit sont riches du point de vue patrimonial et reflètent les rapports de l'homme avec son milieu ; les aires de fréquentation intensive pour répondre à des besoins de substance reliés au nomadisme des Inuit contiennent un nombre étonnant de toponymes » (p. 126).

Le travail de la Commission consiste à inventorier et à officialiser les noms de lieux, ce qu'elle a fait dans le cas de Inukjuak (949 toponymes) et de Kangiqsujuaq (274 toponymes) en 1980 ; l'année suivante elle procédait à deux autres inventaires : à Kuujuaarapik (213 toponymes) et à Kangiqsuk (395 toponymes). En 1982, des enquêtes toponymiques ont été effectuées à Quaqtaq et à Aupaluk.

En second lieu, Ludger Müller-Wille expose les résultats d'une recherche qu'il a conduite concernant les difficultés de bien traduire par écrit les toponymes inuit à partir de la tradition orale et des appellations françaises et anglaises introduites au cours des dernières décennies. L'auteur fait montre ici d'un grand sens humanitaire quand il recommande que les toponymes inuit aient préséance sur les euro-canadiens ; à notre avis, la redécouverte de la toponymie inuit devrait être davantage un acte de reconnaissance de la part des conquérants et non un acte de négociation de la part du peuple inuit. Sur ce plan, l'auteur ne remet pas suffisamment en question les gestes posés par les gouvernements dominants du Sud.

Le dernier essai présente les résultats d'un inventaire des toponymes et morphonymes dressé par Müller-Wille dans le nord-est de la région Kativik, autour de Kuujuaq et de Kangiqsualujjaq en 1982. Plus de 805 noms de lieux furent répertoriés. Il s'agit d'une contribution notable à la recherche des éléments fondamentaux qui seraient à la base des efforts de revendication territoriale du peuple inuit. La décolonisation de son espace de vie est pour lui une entreprise globale qu'il ne pourra atteindre sans devoir, au-delà de la toponymie, procéder à une profonde mobilisation politique.

Jules DUFOUR  
*Université du Québec à Chicoutimi*

PAELINCK, Jean H.P. et SALLEZ, Alain, dir. (1983) *Espace et localisation, la redécouverte de l'espace dans la pensée scientifique de langue française*. Paris, Economica, 340 p.

Ce recueil de textes marque vingt années de développement de la « science » régionale dans le monde francophone. Il est éminemment représentatif de la mouvance passée et actuelle de cette discipline « interdisciplinaire ». Le recueil contient quinze contributions judicieusement regroupées en trois sections par Paelinck et Sallez, qui offrent par ailleurs en introduction un survol, remarquable par sa clarté, à la fois du livre et de la « science » régionale francophone. Trois courants de pensée animent celle-ci. Un premier courant, assez keynésien, remonte à Perroux et à sa notion de croissance polarisée. Un second courant, très néo-classique, s'articule à partir de Ponsard et s'attache à « construire des espaces mathématiques en correspondance avec les espaces économiques » (p. 9). Enfin, un troisième courant, d'inspiration néo-ricardienne et néo-marxiste, cherche des « réponses aux incertitudes de la planification spatiale » (p. 16), celle-ci s'étant surtout appuyée sur les deux premiers courants et n'ayant que rarement produit les résultats escomptés.

Le découpage du livre en trois parties suggère implicitement une succession temporelle des trois courants bien que ce ne soit certes pas là l'intention dominante des deux directeurs de l'ouvrage.

Dans une première partie, trois textes retracent l'émergence de la science régionale dans le monde francophone. Claval montre, dans un texte à portée historique, les rapports quelquefois ténus entre la notion de région des géographes français, l'économie « spatialisée » de Ponsard et la théorie de la polarisation de Perroux et Boudeville. Penouil analyse les apports de ce dernier à la théorie du développement polarisé. Il montre aussi les limites de cette théorie-stratégie : recours trop étroit à la seule industrialisation lourde comme facteur de développement ; dissociation par rapport à une « théorie » de l'espace ; conception du développement polarisé comme conséquence automatique de la création d'activités motrices. Un troisième texte, dû à cinq auteurs tous de Dijon, résume sur vingt pages, accompagnées d'une forte bibliographie, les tentatives de représentations mathématiques des espaces économiques formulées par Ponsard et son équipe depuis plus de quinze ans. Les préoccupations principales du groupe de Dijon sont toutes là : nécessité de distinguer plusieurs représentations mathématiques possibles de l'espace, certaines étant métriques, d'autres non métriques ; possibilité de recourir à la théorie des ensembles flous pour prendre en compte les imprécisions de l'espace économique ; poursuite de la réflexion sur « l'objet même de l'analyse spatiale, à savoir l'espace » (p. 37).

La deuxième partie de l'ouvrage s'intitule « Les formalisations ». Elle se compose également de trois contributions qui illustrent les prolongements des courants de pensée qui cohabitent à l'intérieur de la science régionale francophone. Qu'il s'agisse de « l'économétrie spatiale » du groupe de Rotterdam animé par Paelinck, de « l'analyse de la localisation » de l'équipe de Louvain (Thisse, Zoller, etc.), ou de la comptabilité et de la modélisation régionales en France présentées par Courbis, un de ses principaux artisans, une même impression se dégage : d'une part, un attrait pour la formalisation mathématique, à ne pas confondre avec une propension à théoriser,